

## SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- A FIN OCTOBRE 2024 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances (LF) de l'année 2024 se déroule dans un contexte marqué par une décélération notable de l'inflation qui est revenue à +1,1% en moyenne à fin septembre 2024 contre +6,9% une année auparavant. En outre, et en dépit d'une saison agricole défavorable pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, l'économie nationale continue à faire preuve de résilience, soutenue notamment par la demande intérieure, l'affermissement de l'activité du secteur secondaire et la poursuite du dynamisme du secteur des services.

Dans ces conditions, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un déficit budgétaire de 47,3 MM.DH, contre 37,5 MM.DH un an auparavant. Cette évolution a été marquée par une bonne performance des recettes (+36,7 MM.DH), notamment fiscales, qui a été atténuée toutefois par l'augmentation des dépenses globales (+46,6 MM.DH), en relation notamment avec l'appui apporté aux populations ciblées dans le cadre du programme de la protection sociale et du fonds de gestion des effets du séisme d'Al-Haouz.

### RECETTES

#### Bon comportement des recettes fiscales ...

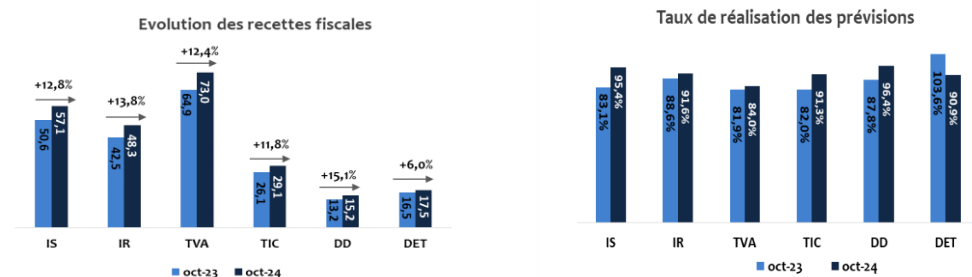
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 85,6% par rapport aux prévisions de la LF et une hausse de 36,7 MM.DH (+14,4%) comparativement à fin octobre 2023.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 90% et une progression soutenue de 27,1 MM.DH (+12,5%). Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont chiffrés à 19,6 MM.DH contre 13,6 MM.DH à fin octobre 2023.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- **IS** : taux de réalisation de 95,4% et progression de 6,5 MM.DH (+12,8%), grâce principalement à l'amélioration des recettes au titre des trois premiers acomptes (+3 MM.DH) et du complément de régularisation (+2,3 MM.DH), ainsi que de l'IS retenu à la source sur les produits de placements à revenu fixe et sur les rémunérations allouées à des tiers (+0,9 MM.DH) ;

- **IR** : taux de réalisation de 91,6% et hausse de 5,9 MM.DH (+13,8%), reflétant essentiellement une amélioration des recettes générées par l'IR sur les salaires (+2 MM.DH) et sur les profits fonciers (+0,5 MM.DH), ainsi que l'IR retenu à la source sur les produits de placements à revenu fixe et sur les profits de cession de valeurs mobilières (+0,7 MM.DH) ;
- **TVA** : taux de réalisation de 84%. Ces recettes ont progressé de 8,1 MM.DH, grâce au produit aussi bien de la TVA à l'importation (+5,2 MM.DH ou +12,1%) que de la TVA à l'intérieur (+2,8 MM.DH ou +13,2%), traduisant à la fois la reprise de la consommation et l'impact des mesures introduites par la LF 2024 ;
- **Taxes intérieures de consommation** : taux de réalisation de 91,3% et hausse de 3,1 MM.DH (+11,8%), attribuable à une amélioration des TIC sur les produits énergétiques (+1,7 MM.DH ou +12,6%), sur les tabacs (+0,8 MM.DH ou +7,3%) et sur les autres produits (+0,6 MM.DH ou +26,6%) ;
- **Droits de douane** : taux de réalisation de 96,4% et hausse de 2 MM.DH (+15,1%) ;
- **Droits d'enregistrement et de timbre** : taux de réalisation de 91% et progression de 1 MM.DH (+6%), reflétant la hausse des droits d'enregistrement (+700 M.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+147 M.DH) et des droits de timbre (+127 M.DH).



### ... et des recettes en provenance des EEP

Les recettes non fiscales se sont, pour leur part, établies à 43,1 MM.DH contre 34 MM.DH à fin octobre 2023. Ces recettes comprennent :

- 17,4 MM.DH au titre des mécanismes de financements innovants ;
- 13,6 MM.DH en provenance des établissements et entreprises publics (EEP), dont 5,8 MM.DH versés par l'OCP, 3,3 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, 2,8 MM.DH par Bank Al-Maghrib et 690 M.DH par Ittissalat Al-Maghrib ; et
- 1,7 MM.DH au titre des produits de cession de participations de l'État.

## DEPENSES

### Augmentation des dépenses ordinaires...

Les dépenses ordinaires ont atteint un montant de 256,9 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 83,7% et une hausse de 14,8 MM.DH par rapport à fin octobre 2023. Cette évolution est attribuable principalement à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services de 16,6 MM.DH et, dans une moindre mesure, à la hausse des intérêts de la dette de 1,4 MM.DH. Les charges de la compensation ont, pour leur part, accusé une baisse de 3,3 MM.DH.

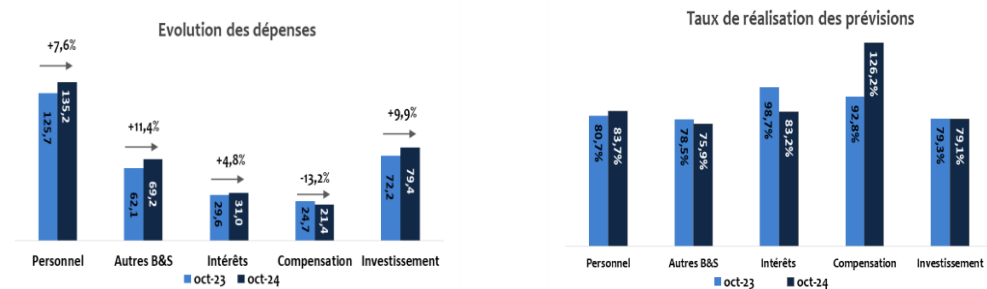
L'exécution des dépenses des biens et services est marquée par un taux de réalisation de 83,7% pour les dépenses de personnel et 75,9% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services », en augmentation de 9,5 MM.DH et 7,1 MM.DH, respectivement par rapport à fin octobre 2023.

Les intérêts de la dette ont, pour leur part, affiché un taux de réalisation de 83,2%. Leur évolution recouvre une hausse des intérêts de la dette extérieure (+2,2 MM.DH) compensée par une baisse de ceux de la dette intérieure (-0,8 MM.DH).

Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de 126,2%. Elles ont affiché, par rapport à fin octobre 2023, un recul de 3,3 MM.DH provenant du gaz butane (12,4 MM.DH, en baisse de 1,6 MM.DH), de la farine nationale de blé tendre (1,9 MM.DH, en repli de 1,6 MM.DH), tandis que la charge au titre du sucre a augmenté de 0,3 MM.DH pour ressortir à 5,3 MM.DH. Les subventions accordées aux professionnels du secteur du transport routier se sont élevées à 1,7 MM.DH, contre 2 MM.DH à la même période de l'année précédente. À noter qu'une décompensation partielle du gaz butane a été opérée à partir du 20 mai 2024 et a porté sur une réduction de 2,5 DH pour la bonbonne de 3 kg et 10 DH pour celle de 12 kg.

Ces évolutions des recettes et des dépenses se sont traduites par un solde ordinaire excédentaire de 33,9 MM.DH contre +12 MM.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 79,4 MM.DH, en hausse de 7,2 MM.DH par rapport à fin octobre 2023. Comparativement aux prévisions de la LF 2024, leur taux de réalisation s'est élevé à 79,1%.



## COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**Un solde négatif des comptes spéciaux du Trésor ...**

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde négatif de 1,8 MM.DH, contre un solde excédentaire de 22,8 MM.DH à fin octobre 2023, résultant principalement de l'évolution du solde du fonds de gestion des effets du séisme d'Al-Haouz (-5 MM.DH contre +13,9 MM.DH à fin octobre 2023).

## FINANCEMENT

**Des financements mobilisés principalement sur le marché domestique**

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 5 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de 52,3 MM.DH contre 47,7 MM.DH un an auparavant.

Les mobilisations nettes se sont élevées à 53,7 MM.DH sur le marché domestique et 5,5 MM.DH au titre des emprunts extérieurs.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 172,4 MM.DH et des remboursements en principal pour 118,7 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de 24,9 MM.DH et des amortissements de 19,4 MM.DH.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR  
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Oct	Loi de finances	Oct	Octobre 2024 / Octobre 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
<b>I - RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>254 054</b>	<b>339 499</b>	<b>290 756</b>	<b>14,4%</b>	<b>36 702</b>	<b>85,6%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>254 054</b>	<b>334 499</b>	<b>289 056</b>	<b>13,8%</b>	<b>35 002</b>	<b>86,4%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>216 667</b>	<b>270 797</b>	<b>243 752</b>	<b>12,5%</b>	<b>27 085</b>	<b>90,0%</b>
- Impôts directs	95 931	116 942	108 895	13,5%	12 964	93,1%
- Impôts indirects	91 029	118 851	102 168	12,2%	11 139	86,0%
- Droits de douane	13 181	15 728	15 167	15,1%	1 986	96,4%
- Enregistrement et timbre	16 526	19 276	17 522	6,0%	996	90,9%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>34 037</b>	<b>65 253</b>	<b>43 078</b>	<b>26,6%</b>	<b>9 041</b>	<b>66,0%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	12 064	19 480	13 585	12,6%	1 521	69,7%
- Autres recettes	21 973	40 773	27 793	26,5%	5 820	68,2%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>3 350</b>	<b>3 450</b>	<b>3 926</b>	<b>17,2%</b>	<b>576</b>	<b>113,8%</b>
- Fonds de soutien des prix	334	600	387	15,9%	53	64,5%
- Fonds spécial routier	3 016	2 850	3 539	17,3%	523	124,2%
<b>II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST</b>	<b>291 521</b>	<b>401 462</b>	<b>338 091</b>	<b>16,0%</b>	<b>46 570</b>	<b>84,2%</b>
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>242 084</b>	<b>307 031</b>	<b>256 850</b>	<b>6,1%</b>	<b>14 766</b>	<b>83,7%</b>
<b>Biens et services</b>	<b>187 850</b>	<b>252 845</b>	<b>204 470</b>	<b>8,8%</b>	<b>16 621</b>	<b>80,9%</b>
Personnel	125 704	161 623	135 226	7,6%	9 522	83,7%
Autres biens et services	62 146	91 221	69 244	11,4%	7 099	75,9%
<b>Dettes publiques (1)</b>	<b>29 567</b>	<b>37 229</b>	<b>30 973</b>	<b>4,8%</b>	<b>1 406</b>	<b>83,2%</b>
Intérieure	22 799	26 975	22 035	-3,4%	-764	81,7%
Extérieure	6 768	10 254	8 938	32,1%	2 170	87,2%
<b>Compensation (2)</b>	<b>24 667</b>	<b>16 957</b>	<b>21 406</b>	<b>-13,2%</b>	<b>-3 261</b>	<b>126,2%</b>
<b>SOLDE ORDINAIRE</b>	<b>11 970</b>	<b>32 469</b>	<b>33 907</b>	<b>183,3%</b>	<b>21 936</b>	<b>104,4%</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>72 235</b>	<b>100 431</b>	<b>79 399</b>	<b>9,9%</b>	<b>7 165</b>	<b>79,1%</b>
dont Fonds spécial routier	2 350	2 850	2 414			84,7%
<b>SOLDE DES CST (3)</b>	<b>22 798</b>	<b>6 000</b>	<b>-1 842</b>	<b>-108,1%</b>	<b>-24 640</b>	<b>-30,7%</b>
<b>DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</b>	<b>-37 466</b>	<b>-61 962</b>	<b>-47 334</b>	<b>26,3%</b>	<b>-9 868</b>	<b>76,4%</b>
<b>VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE</b>	<b>-10 186</b>		<b>-4 984</b>		<b>5 202</b>	
<b>BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>	<b>-47 652</b>	<b>-61 962</b>	<b>-52 318</b>	<b>9,8%</b>	<b>-4 666</b>	<b>84,4%</b>
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	<b>16 693</b>	<b>10 831</b>	<b>46 791</b>		<b>30 097</b>	<b>432,0%</b>
Endettement intérieur	44 223		53 668		9 445	
Autres opérations	-27 529		-6 877		20 652	
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>30 959</b>	<b>51 131</b>	<b>5 528</b>		<b>-25 431</b>	<b>10,8%</b>
Tirages	39 334	70 000	24 897		-14 437	35,6%
Amortissements	-8 375	-18 869	-19 369		-10 994	102,7%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Oct	Loi de finances	Oct	Octobre 2024 / Octobre 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>216 667</b>	<b>270 797</b>	<b>243 752</b>	<b>12,5%</b>	<b>27 085</b>	<b>90,0%</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>95 931</b>	<b>116 942</b>	<b>108 895</b>	<b>13,5%</b>	<b>12 964</b>	<b>93,1%</b>
Impôt sur les sociétés (I.S)	50 644	59 918	57 136	12,8%	6 492	95,4%
Impôt sur le revenu ( I.R)	42 460	52 739	48 322	13,8%	5 862	91,6%
Autres impôts directs	2 827	4 286	3 437	21,6%	610	80,2%
<b>Impôts indirects</b>	<b>91 029</b>	<b>118 851</b>	<b>102 168</b>	<b>12,2%</b>	<b>11 139</b>	<b>86,0%</b>
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)</b>	<b>64 945</b>	<b>86 911</b>	<b>73 019</b>	<b>12,4%</b>	<b>8 073</b>	<b>84,0%</b>
(Intérieure)	21 435	29 403	24 264	13,2%	2 829	82,5%
(Importation)	43 510	57 508	48 755	12,1%	5 244	84,8%
<b>Taxe intérieure de consommation (T.I.C)</b>	<b>26 084</b>	<b>31 940</b>	<b>29 149</b>	<b>11,8%</b>	<b>3 066</b>	<b>91,3%</b>
(Tabacs)	10 457	12 500	11 221	7,3%	764	89,8%
(Produits énergétiques)	13 295	16 640	14 975	12,6%	1 680	90,0%
(Autres)	2 332	2 800	2 953	26,6%	621	105,5%
<b>Droits de douane (D.D)</b>	<b>13 181</b>	<b>15 728</b>	<b>15 167</b>	<b>15,1%</b>	<b>1 986</b>	<b>96,4%</b>
<b>Enregistrement et timbre (D.E.T)</b>	<b>16 526</b>	<b>19 276</b>	<b>17 522</b>	<b>6,0%</b>	<b>996</b>	<b>90,9%</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>34 037</b>	<b>65 253</b>	<b>43 078</b>	<b>26,6%</b>	<b>9 041</b>	<b>66,0%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	12 064	19 480	13 585	12,6%	1 521	69,7%
- Autres recettes	21 973	40 773	27 793	26,5%	5 820	68,2%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>3 350</b>	<b>3 450</b>	<b>3 926</b>	<b>17,2%</b>	<b>576</b>	<b>113,8%</b>
Fonds de soutien des prix	334	600	387	15,9%	53	64,5%
Fonds spécial routier	3 016	2 850	3 539	17,3%	523	124,2%
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>254 054</b>	<b>339 499</b>	<b>290 756</b>	<b>14,4%</b>	<b>36 702</b>	<b>85,6%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>254 054</b>	<b>334 499</b>	<b>289 056</b>	<b>13,8%</b>	<b>35 002</b>	<b>86,4%</b>